

POLITIQUE

Xavier Bertrand n'a pas fait son choix

Lors de la conférence de presse qu'il a donnée lundi à Lille, Xavier Bertrand a choisi de faire durer le suspense en refusant de révéler qui il soutiendra dans le cadre de la primaire de la droite. Unique certitude, il s'engagera bien en faveur d'un candidat. *« Je vais voter, donc je dirai quel est mon choix. Mais pour l'instant, il n'est pas arrêté à 100 % »* Quand prendra-t-il parti ? *« Après les débats, a indiqué Xavier Bertrand. Je cherche actuellement à me refaire un point de vue. Précisément parce que je connais bien certains d'entre eux, je me replonge actuellement dans leurs programmes. Moi qui ne m'intéressais plus aux émissions politiques, je me surprends à les regarder à nouveau... »*



Xavier Bertrand ne sait pas encore pour qui il votera lors de la primaire.

L'ACTUALITÉ EN FLASH



PICARDIE

Primaire : Xavier Bertrand n'a pas fait son choix

Lors de la conférence de presse qu'il a donnée lundi à Lille (voir notre édition d'hier) Xavier Bertrand a choisi de faire durer le suspense en refusant de révéler qui il soutiendra

dans le cadre de la primaire de la droite. Unique certitude, il s'engagera bien en faveur d'un candidat. *« Je vais voter, donc je dirai quel est mon choix. Mais pour l'instant il n'est pas arrêté à 100 % »*. Quand prendra-t-il parti ? *« Après les débats, a indiqué Xavier Bertrand. Je cherche actuellement à me refaire un point de vue. Précisément parce que je connais bien certains d'entre eux, je me replonge actuellement dans leurs programmes. Moi qui ne m'intéressais plus aux émissions politiques, je me surprends à les regarder à nouveau... »* Quasi-certitude : son poulain ne devrait pas être Laurent Wauquiez, président de la Rhône-Alpes-Auvergne qui a lancé une pétition nationale contre la création de « Jungles » dans l'Hexagone. *« Des militants m'ont demandé quelle différence il y a entre cette pétition et l'association lancée par M. Briois (NDLR : le maire FN d'Hénin-Beaumont qui a lancé une association de maires « ma commune sans migrant »). Eh bien j'étais mal à l'aise, parce que je n'ai pas su quoi répondre. »*

HAUTS-DE-FRANCE

Près de 100 000 Picards ont pris des vacances pour 2 €

Elle a remplacé les « trains à la mer » qui, en leur temps, ont fait bien des heureux en Picardie. L'opération « éTER » a connu un gros succès si l'on en croit le président de région Xavier Bertrand. En tout, 93 314 billets ont été vendus, ils auront permis à autant d'habitants de la grande région de découvrir cet été, grâce au TER, tantôt une station balnéaire tantôt une destination touristique de l'arrière-pays. Le tout moyennant 2 € l'aller-retour. Saint-Valery-sur-Somme, le Tréport-Mers, le Touquet, Wissant... Sans surprise, les destinations de bord de mer ont séduit. L'opération sera reconduite l'année prochaine.

POLITIQUE

Le groupe Aimer Laon a la volonté de remplir une tâche immense

Des constats et des propositions, c'est ce qu'Aude Bono et son groupe ont en tête pour rendre la ville attractive sans attendre 2020.

Désormais, elle se dit libre de dire ce qu'elle veut. Aude Bono, représentante du groupe Aimer Laon au sein du conseil municipal n'entend pas se taire. « Oï en est le rayonnement de Laon ? A-t-elle encore le leadership d'une ville préfectorale ? Aujourd'hui j'ai la liberté de me faire entendre. Si j'étais encore au sein de la majorité, je ne me serais pas sentie capable de contribuer à ce que devient la ville. J'aurais eu le sentiment de trahir les électeurs. J'ai travaillé pour la ville pendant un mandat, je me suis donnée à fond, je suis maintenant libre de mes pensées, de mes actes et de mes paroles, libre de prendre les problèmes à bras-le-corps. »

Aude Bono, qui travaille régulièrement avec une équipe d'une douzaine de personnes, estime que la ville doit changer de cap. « sans attendre 2020. Car à ce moment-là il sera certainement trop tard. Je ne comprends pas ceux qui pensent uniquement à cette échéance. Je suis triste quand je vois la ville, il est grand temps d'enclencher la marche avant, comme certaines villes voisines. Je vois d'ailleurs que certaines de nos propositions comme la requalification de la place de l'hôtel de ville sont reprises par la majorité. C'est bien, nous poursuivrons dans cette voie. »

L'élue aimerait plus de liens et d'équité entre les quartiers. « Chacun doit pouvoir participer à la vie municipale. Les animations ou le fleurissement sont inexistant dans certains quartiers. Je passe sur la passerelle qui n'a pas été remplacée donc pas de liaison entre la Cité et le centre, même chose avec le Poma, plus de liaison entre le quartier de la gare et Vaux. »

« Pourquoi pas une zone franche pour le commerce ? »

Puis elle enchaîne sur les transports, pointant du doigt les retards liés au nouveau réseau, les embouteillages, « les gens qui maintenant prennent leur voiture ou encore ceux qui montent à pied par l'escalier municipal, dont je n'évoque même pas l'état... »

Comme ses collègues de la gauche, Aude Bono pointe les travaux de voirie. « Les routes c'est bien, mais la priorité est de rendre la ville attractive, avec des commerces qui ne ferment pas, une ville propre, de la sécurité partout avec des caméras qui sont quoi qu'il arrive dissuasives. Cela peut favoriser le commerce, car on ne peut pas dire qu'il est florissant. 134 cellules commerciales sont vacantes, autant en ville basse que sur le Plateau. Il y en a 74 à Soissons.



Aude Bono ne compte pas rester inactive et veut proposer ses idées.

Pourquoi ne pas créer un périmètre de sauvegarde, une zone franche ? Il faut au moins y réfléchir. Et quid du manager de centre-ville ? C'est un poste stratégique que toutes les villes recrutent, sauf Laon. »

Celle qui se qualifie d'élue indépendante et pas d'opposante, même si elle est vue ainsi, souligne « rester cohérente. Si nos propositions, nos idées sont reprises, tant mieux. Ce qu'il faut c'est enfin de l'ambition, il faut évoluer. »

Au chapitre santé, l'hôpital qui est le premier employeur de la cité

« Il est nécessaire de mettre du lien et plus d'équité entre les quartiers »

Aude Bono

reste un enjeu important. « Si tout va bien, j'en serai la première satisfaite, mais nous devons rester vigilants, nous avons besoin d'un véritable hôpital de proximité, c'est un

pillier pour nous. »

Pour ce qui est de son association avec Marie Soller, elle dure toujours, même si l'ancienne conseillère municipale déléguée au patrimoine se penche un peu plus sur la campagne présidentielle de son époux.

« Notre groupe travaille pour le bien de Laon et du territoire. C'est important de voir que des gens bénévoles y croient encore. »

SAMUEL PARGNEAUX

► Demain, la rentrée politique de l'alu PS, Damien Delavigne

Aimer Laon aime les jeunes

Le groupe emmené par Aude Bono veut donner une place aux jeunes, notamment en matière d'économie. « Il faut travailler sur des projets, se donner la peine d'aller chercher des subventions. Est-ce normal si depuis deux ans, aucun dossier FIsac n'a été monté ? Est-ce normal que nos commerçants et artisans ne puissent pas bénéficier de subventions ? Il faut penser aux jeunes, les retenir, ne pas les laisser partir. Nous proposons de créer un lieu où se retrouveraient jeunes entrepreneurs et créateurs, des espaces de bureaux, où le travail collaboratif aurait toute sa place. Notre valeur ajoutée ce sont les agroressources et notre agriculture. Ensuite dans un autre domaine, pourquoi ne pas créer des aires de jeux pour enfants à proximité des

écoles. Il en existe mais là encore, dans certains quartiers seulement. Cela manque d'équité. Une ferme urbaine pourrait aussi être une idée. Ce serait créateur d'activité.

Nous nous devons de soigner nos jeunes. Il faut qu'ils trouvent la ville plaisante, qu'y étudier soit une promesse d'avenir localement. Il faut qu'ils puissent avoir la possibilité de créer, d'innover, d'investir. D'autres l'ont fait, pourquoi pas nous ? En plus, nous avons les espaces disponibles, et puis autant être en phase avec notre temps et près du pôle universitaire. Actuellement, les jeunes se forment et s'en vont. Beaucoup sont même partis avant de se former. La plupart ne reviendront pas sur le territoire. »

Le Grand Est pourrait reprendre la ligne Metz - Charleville - Hirson

L'État a engagé une grosse réflexion sur le devenir des lignes Intercités. Trois d'entre elles pourraient finalement être reprises par la région Grand Est. « *On a quasiment les bases d'un accord pour passer à un transfert de l'État vers la Région* », a déclaré Philippe Richert, président (LR) de la Région, au sujet des lignes Paris - Troyes - Belfort, Metz - Charleville - Hirson et Reims - Châlons - Dijon.

Reste encore à détailler les contreparties, le prix que le gouvernement est prêt à payer pour se débarrasser de ces lignes déficitaires et jugées non stratégiques. « *Nous avons convenu que ce serait par un mix entre des trains à remplacer et une participation de l'État au déficit structurel* » de ces lignes, a indiqué Philippe Richert. Le nombre de trains neufs serait compris « *entre quinze et dix-neuf* », tandis que le partage des pertes futures doit encore être affiné.

Le brouillard total sur le plan autoroute

PICARDIE Le plan à un milliard d'euros, un effet d'annonce ? Seule l'A 26 serait concernée.

Un milliard d'euros d'investissements, 5 000 emplois créés... Sur le papier - celui du JDD qui accueillait dimanche dans ses colonnes Alain Vidalies, secrétaire d'État aux transports - le plan de relance autoroutier n°3 a l'air plutôt séduisant. Jusqu'à ce qu'on apprenne au détour d'une phrase que ce sont les collectivités qui le financeront, de concert avec les usagers à qui on imposera une hausse supplémentaire des péages de 0,3 à 0,4 % par an entre 2018 et 2020. Les sociétés d'autoroutes à qui le gouvernement a déjà offert un beau cadeau - une prolongation des contrats de concession - se contenteront, elles, de proposer les projets.

UN SEUL PROJET DANS LE NORD

Justement, quels projets ? Si l'on s'en tient à l'annonce du ministre, on n'en compte pour l'heure qu'un seul dans les Hauts-de-France. Il s'agit de la réalisation sur l'A26 d'un diffuseur pour la desserte du parc Héroïc Land de Calais. Contactée, la Sanef qui gère l'ensemble du réseau autoroutier Nord-Est n'a pas été en mesure d'aller au-delà : « Des discussions sont en cours avec les collectivités pour faire remonter des projets intelligents qui correspondent bien aux besoins des



Au-delà des travaux déjà programmés sur l'A 1 et l'A 29, seule l'A 26 devrait être concernée par ce plan.

gens», rappelle-t-on à Senlis, siège de la société.

De la coupe aux lèvres, il reste donc des négociations qui promettent d'être longues et fastidieuses. Étranglées par l'État qui leur sucre leurs dotations, les collectivités sont pour la plupart sans le sou. Et on les voit mal creuser leur endettement pour faire plaisir à un gouvernement socialiste qui leur serre la vis. Pas

sûr donc que ce plan de relance aille beaucoup plus loin que l'annonce faite dimanche dans le JDD. C'est connu : plus les échéances électorales approchent, plus on a tendance à raser gratis. Encore que là, c'est l'usager et le contribuable qui sont censés payer. Et si au final, de ce plan, il ne subsistait que l'augmentation des péages ? ■

PHILIPPE FLUCKIGER

AGRICULTURE

Le moral et les moissons au plus bas

Arnaud Ternynck de la FNSEA ; fait le point sur la situation au plan financier et au niveau du moral.



Certaines récoltes affichent - 70 % au niveau des rendements.

Nous l'avions rencontré « à chaud » en pleine moisson du blé (notre édition du 30 juillet). Président de la FNSEA pour le canton de Chauny, Arnaud Ternynck avait fait état de prévisions de pertes de 30 à 40 % pour les agriculteurs dans le Chaunois, avec cette alerte : « Nous n'avons jamais vu une moisson comme cela. » Aujourd'hui, Arnaud Ternynck affine : « Sur le canton, nous sommes à -70% en récolte, parmi les plus touchés du département, avec un manque à gagner de 700 à 800 euros par hectare en chiffre d'affaires. »

LES CHIFFRES ET L'ÉCOUTE

Rendement et qualité du produit ne sont pas au rendez-vous. Où il y avait une moyenne départementale de 8 tonnes à l'hectare à 140 euros la tonne, on se retrouve à 3,5 tonnes à l'hectare à 100 euros la tonne. « Ce sont au niveau des chiffres des grandes lignes peut-être un peu pessimistes, mais tout de même bien réalistes. »

Les conséquences sont multiples, avec des pertes au niveau des ventes à l'étranger et des problèmes chez les concessionnaires, face à un creux en termes d'investissements en matériels dans les exploitations.

Il y a eu la semaine dernière à la



« D'habitude, il y a toujours une production qui rattrape l'autre. Là, ce n'est pas le cas »

Arnaud Ternynck

ferme du Rouez une réunion FNSEA en présence de Jean-Yves Bricout, président départemental. « Nous avons réuni environ 80 agriculteurs pour une prise de pouls d'après-moissons. Il s'agissait de parler de chiffres mais aussi du moral des troupes, de mettre du lien entre les uns et les autres quand certains vivent des moments très difficiles... »

Ont été évoquées la possibilité de travailler en groupe, celle d'effectuer des achats de matériels en commun, ainsi que la nécessité de penser à une entraide. « Des responsables de secteurs de la FNSEA vont être formés à l'écoute avec des professionnels de la psychologie. On en est au b.a.-ba mais il faut le

faire, pour éviter des drames. »

Du côté des céréaliers, « on espérait que l'État entrerait dans des discussions, pour des reports sur les impôts, sur les intérêts de prêts bancaires, et pour le moment il n'y a pas d'impasse, ils vont doucement mais il y a des échanges au plan national avec la FNSEA. » C'est déjà ça.

La morosité règne aussi dans le secteur des animaux : « On est sur une sécheresse. On tape dans nos stocks pour nourrir les bêtes. Les prix ne montent pas, il y a moins de demande dans les ateliers d'engraissement en France ou à l'étranger, et les coopératives ont de plus en plus de mal à placer les brouillards (jeunes mâles et femelles de moins d'1 an) qu'on leur vend... »

Arnaud Ternynck complète : « D'habitude, il y a toujours une production qui rattrape l'autre. Là, évidemment, ce n'est pas le cas ! » Les colzas sont ressemés, les blés le seront en octobre. La récolte du maïs arrive, comme celle des betteraves, « On ne se fait pas d'illusions, ce ne sera pas là non plus une année extraordinaire... »

Une éclaircie dans ce tableau ? « Il faut se dire qu'on repart sur une nouvelle année, avec l'espoir de la vivre avec au moins une meilleure météorologie, et au bout une reprise de marché ! » ■ FRANÇOIS FÉLÉ

BOHAIN-EN-VERMANDOIS

Une nouvelle station d'épuration

Ce dossier avait débuté en 2010. La station d'épuration de Bohain est inaugurée jeudi 22 septembre, comme celle du Ronssoy. Immersion en eaux moins troubles.

Entre la déclaration au service de la Police de l'Eau de Laon (novembre 2010), et aujourd'hui, presque six ans se sont écoulés. L'obtention du permis de construire avait eu lieu en septembre 2013. Il ne s'agit pas à proprement parler d'une nouvelle station d'épuration à Bohain, mais d'une belle « reconstruction ». Les dirigeants du syndicat nordiste Noréade, qui gère l'eau et l'assainissement de la commune, présenteront aux élus cette station, jeudi 22 septembre, en matinée.

Un petit bijou doté des dernières innovations

Elle traite les eaux usées de la ville de Bohain, ainsi que des villages d'Étaves-et-Bocquiaux et de Seboncourt. Cette station a été dimensionnée pour une capacité de traitement de 9 150 équivalent-habitants, qui correspond au « poids » de la population.

Cette station dernière cri comprend notamment trois immenses silos pour le stockage des boues liquides, ainsi qu'une filière de traitement « eau » de type boues activées à faible charge, et une unité de déshydratation et une autre pour le chaulage des boues. Bref, un petit bijou doté des dernières innovations. Si les premières habitations sont un peu éloignées de la station, par le passé, des odeurs désa-



La station de Bohain est inaugurée demain jeudi 22 septembre. Les riverains ne seront plus incommodés par les mauvaises odeurs.

gréables étaient parfois perceptibles suivant la direction du vent. Cette période est définitivement terminée.

Cet équipement traite également les boues produites par les stations périphériques exploitées par Noréade, à savoir : Caullery (Nord),

Villers-Outreaux (Nord), Étreux et Brancourt-le-Grand. La capacité nominale de traitement de cette unité de déshydratation est de 23 800 équivalent-habitants.

Côté chiffres, Noréade, uniquement pour les communes de Bohain et Seboncourt, a dépensé

5 484 302 € (HT) durant les dix-sept dernières années. Pour Bohain, le syndicat a budgétisé un peu plus d'un million d'euros afin de créer un réseau pluvial. Enfin, pour réaliser 204 branchements, presque 2 millions d'euros sont prévus pour le village d'Étaves-et-

Bocquiaux. Dans l'après-midi, le même jour, direction Le Ronssoy, où, la aussi, une station est inaugurée. Elle traite les eaux des villages de Lempre, Villeret, Hargicourt, Templeux-le-Guerard et Le Ronssoy. C'est encore Noréade qui était à la baguette. ■

FISCALITÉ

Taxe foncière : valse des chiffres

Payable dans un mois, elle évolue de façon disparate selon les territoires.

A lors que le gouvernement s'attache à faire baisser les impôts sur le revenu – le taux de foyers imposables est passé en effet de 50 à 42 % dans la Somme depuis 2013 – cette année encore les taxes foncières et d'habitation vont évoluer de façon très disparate en fonction des territoires. Selon une récente étude du « Forum des villes », les deux tiers des 41 grandes villes du pays et leurs groupements ont appliqué pour 2016 une hausse plutôt contenue, de 1 %, correspondant à la revalorisation des bases cadastrales votée par le Parlement. Certes, au-dessus de l'inflation (quasi nulle), mais sous le +1,8 % de l'an dernier. La modération sur les taux n'empêche pas nombre d'avis de tourner à la douloureuse. C'est le cas d'Amiens où une famille type (voire infographie ci-contre) devra régler cette année 1 367 euros de

861 512

C'est le nombre d'avis de taxe foncière (bâti et non bâti) en Picardie en 2015. Elles ont produit 1,13 milliard d'euros, les taxes d'habitation 532 millions et les cotisations foncières des entreprises 193 millions d'euros.

taxe foncière (+1 % ou +14 euros) et 1 206 euros de taxe d'habitation (+0,9 % ou +11 euros). La capitale picarde conserve le taux record du foncier bâti 2016 des grandes villes de France, à 55,87 %, devant Nîmes, Angers, le Havre et Grenoble. Quelques évolutions significatives pourront également surprendre çà et là, en prévision des fusions d'intercommunalités liées à la réforme territoriale. Ainsi, le « Grand Roye » a choisi d'augmenter sa part de fiscalité en prévision du rapproche-

RISQUE DE MAJORATION

La taxe foncière devra être réglée au 17 octobre maximum (par voie classique), au 22 octobre par la voie électronique. Les propriétaires assujettis ont été avisés fin août (pour les non-mensualisés) et mi-septembre (pour les mensualisés), tandis que les contribuables internautes pourront toujours consulter leur compte fiscal sur « impôts.gouv.fr » en cas de doute. Pour la taxe d'habitation, les règlements seront attendus un mois après, à la mi-novembre. Attention, en cas de retard, gare à la majoration de 10 %.

LES IMPÔTS LOCAUX EN 2016

Cas d'un couple avec 2 enfants. Logement avec une valeur locative x 1,5 le valeur locative moyenne de la commune - En euros (variation 2016/2015 en %)

Les villes les plus chères

TAXE FONCIÈRE

Ville	2016/2015 (%)	Montant
Amiens	+1,0	1 367
Alger	+1,0	1 367
Argentan	+1,0	1 306
Antony	+1,0	1 307
Arles	+1,0	1 307
St-Denis (Réunion)	+1,0	1 307
St-Paul (Réunion)	+1,0	1 307
Angers	+1,0	1 306
Le Havre	+1,0	1 304

Argentan	+1,0	1 440
Alger	+1,0	1 306
Amiens	+1,0	1 367
Alger	+1,0	1 367
Antony	+1,0	1 307
Arles	+1,0	1 307
Martrouf	+1,0	1 280
Nantes	+1,0	1 240
Nancy	+1,0	1 240
St-Denis (Réunion)	+1,0	1 240

AMINIENS **-0,9** 1 206

Les villes les moins chères

Ville	2016/2015 (%)	Montant
Amiens	+1,0	1 367
Tour	+1,0	853
Metz	+1,0	818
Mulhouse	+1,0	795
Strasbourg	+1,0	787
Lyon	+1,0	765
Liège	+1,0	763
Paris	+1,0	656
Strasbourg-Biscornet	+1,0	632
Wintzenheim	+1,0	621

TAXE D'HABITATION

Paris	+1,0	941
Boulogne-Billancourt	+1,0	698
La Haie	+1,0	616
Angers	+1,0	605
Décès	+1,0	605
Saint-Denis	+1,0	558
Le Havre	+1,0	539
Strasbourg	+1,0	517
Villars-sur-Garonne	+1,0	517
Paris	+1,0	446

ment avec Montdidier. Dans le Sud-Ouest Amiénois, la part intercommunale a été augmentée, tandis que les parts communales ont été diminuées. Des municipalités, arguant de baisses de dotations de l'État, ont dû se résoudre à voter des hausses en 2016, comme à Longueau (+8 %), Camou (+9 %), Gamaches (+2 %), Montdidier dans la Somme, ou Reims (+6 %) et Estreées-Saint-Denis dans l'Oise.

LES DÉPARTEMENTS, EN STABILITÉ

Au niveau des Départements, les Picards ont voté des taux stables pour 2016, en accord avec les en-

gagements de campagne des nouvelles majorités. En contrepartie, elles ont commencé à tailler dans certaines dépenses non obligatoires, tout en en relayant ces jours-ci la campagne nationale « Stop au désengagement de l'État ». De 2012 à 2015, « les pertes nettes sur notre dotation globale de fonctionnement atteignent 35 millions d'euros », chiffre le Département de la Somme. Qui crie à l'asphyxie, alors qu'il applique lui-même une pression fiscale non négligeable sur ses contribuables. Le taux de taxe foncière de la Somme (25,54 %) est le 10^e plus élevé de

France. Celui de l'Aisne est le 3^e (à 31,72 %), tandis que l'Oise figure aussi dans la première partie du tableau. Et l'addition aurait pu encore s'alourdir. Une nouvelle taxe foncière régionale, la TSER, envisagée ces derniers mois par Matignon et l'Association des régions de France, a été abandonnée finalement devant le tollé de certains présidents, dont Xavier Bertrand pour les Hauts-de-France. Mais le dossier n'est peut-être pas clos. Manuel Valls pourrait revenir sur le sujet lors du congrès des régions le 29 septembre. ■ GAIL RIVALLAIN

LE MOTIF DE SEBASTIEN LAURENT



Les Gaulois relancent la campagne

Le Gaulois est en disgrâce. En sursis, même. Astérix frôle la déchéance de nationalité. Vercingétorix n'a plus la cote. Déjà taxés d'être ripailleurs, buveurs et bagarreurs, voire incultes, nos ancêtres, euh... pardon, ces gens qui étaient plus ou moins là il y a très très longtemps, sont désormais priés de disparaître de l'Histoire. La Gaule n'était qu'un fantasme de la III^e République; circulez, y a rien à voir.

En fait de Gaulois, le territoire était peuplé de Bituriges, de Pictons, de Bèmes, Helvètes et autres Pétrocières. Mais de Gaulois, point. Bien sûr, tous les Français le savaient... sauf Sarkozy. Lequel a eu la maladresse d'invoker l'assimilation des immigrés en énonçant que « dès qu'on devient français, nos ancêtres sont gaulois ». À en juger par le déluge de leçons d'histoire venues de toutes parts, le niveau des Français a sérieusement monté ces dernières années. Il n'y a que Najat Vallaud-Belkacem qui s'est piteusement plantée en attribuant à Ernest La-visse le manuel « Le tour de France de deux enfants », alors qu'il est l'œuvre d'une certaine Augustine Fouillée. Ce que tout le

monde savait, bien sûr, sauf le conseiller qui lui a rédigé sa fiche.

Le plus surprenant dans cette affaire, c'est l'emballement autour de ce qui n'est qu'une petite phrase dont l'essentiel n'était pas dans la référence aux Gaulois mais plutôt à l'assimilation. « Quand le sage montre la lune, l'idiot regarde le doigt. » Car l'assimilation, que réclame Sarkozy, n'est pas l'intégration. Assimiler un immigré, c'est exiger de lui le renoncement à tous ses déterminants culturels. L'intégrer, c'est obtenir qu'il respecte les règles et les valeurs de la société qui l'accueille. Prôner l'assimilation, c'est tout simplement vouloir nous faire prendre des vessies pour des lanternes. C'est répandre l'illusion absurde que les Français pourraient préserver leur ADN culturel en contraignant tout nouveau venu à s'y conformer. En revanche, exiger le respect de notre culture et de notre mode de vie est aujourd'hui la clé de ce fameux « vivre ensemble » dont on nous rebat les oreilles, et qui constitue un enjeu déterminant pour la prochaine campagne. Le vrai débat est là.

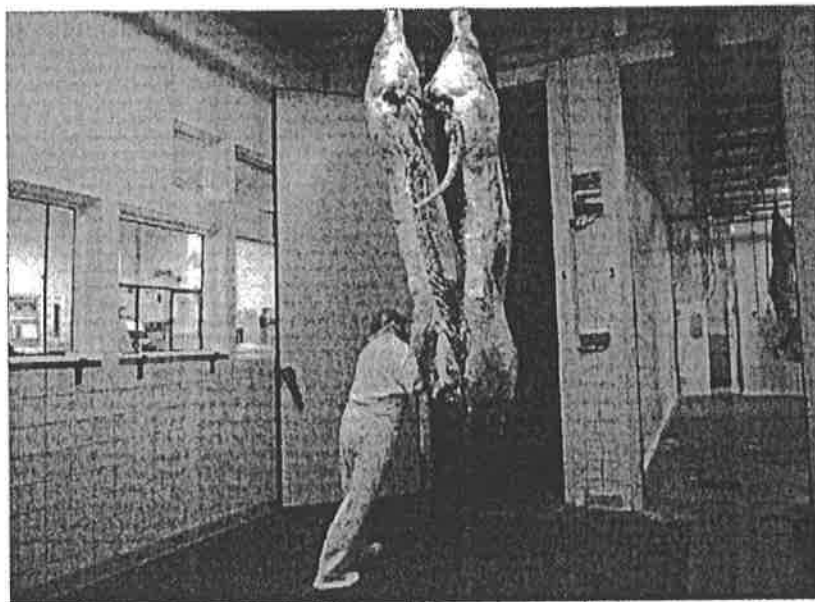
LE DESSIN DE BILALOU



AGRICULTURE

Les députés proposent plus de transparence dans les abattoirs

Vidéosurveillance, davantage de vétérinaires... Une commission d'enquête parlementaire préconise 65 mesures pour diminuer la souffrance animale dans les abattoirs en France.



Après les vidéos choc diffusées par l'association L214, l'administration avait contrôlé 236 abattoirs. Illustration AFP

La commission d'enquête a planché six mois sur le traitement des animaux de boucherie dans les abattoirs français. Elle avait été lancée après les vidéos choquantes tournées dans des abattoirs par l'association L214 qui milite pour le bien-être animal et prône une alimentation végétarienne. Pour que de tels faits ne se reproduisent pas, la priorité des députés est d'accroître les contrôles et la transparence.

CAMÉRAS DE VIDÉOSURVEILLANCE Dans un rapport publié hier, les députés proposent de rendre obligatoire l'installation de caméras « dans toutes les zones des abattoirs dans lesquelles des animaux vivants sont manipulés » et une aide financière pour l'installation des caméras

dans les petits abattoirs. « Ce contrôle vidéo doit être encadré par la loi afin d'en délimiter strictement les finalités et éviter qu'il devienne un outil de surveillance des salariés », assure cependant la commission.

VÉTÉRINAIRES SUPPLÉMENTAIRES Les députés préconisent également « d'augmenter le recrutement de vétérinaires et de techniciens supérieurs du ministère de l'Agriculture » ce qui pourra permettre de rendre obligatoire dans les abattoirs de plus de 50 salariés « la présence permanente d'un agent des services vétérinaires aux postes d'étourdissement et de mise à mort ».

COMITÉ NATIONAL D'ÉTHIQUE En plus de préconiser la mise en place d'un comité national d'éthique des

« Avoir un agent des services vétérinaires aux postes d'étourdissement et de mise à mort »

La commission d'enquête

abattoirs, la commission estime que des comités locaux de suivi devraient être créés auprès de chaque abattoir. Ils réuniraient « les élus locaux, les exploitants d'abattoirs, les éleveurs, les services vétérinaires, les bouchers, les associations de protection animale et de consommateurs, ainsi que les représentants religieux dans la mesure où

ABATTOIRS FRANÇAIS : LES PRINCIPALES MESURES

Rapport de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale publié le 20 septembre

65 propositions, dont :

- Installation de caméras « à tous les endroits où des animaux vivants sont manipulés »
- Mise en place d'abattoirs mobiles pour limiter le transport
- Autorisation de l'étourdissement avant l'égolement pour limiter la souffrance



941 abattoirs en France

678 abattoirs de volailles et lapins

263 abattoirs de boucherie (3,45 milliards de tonnes produites par an)



Les contrôles ont donné lieu à...



104 avertissements



60 mises en demeure



3 suspensions d'agrément sanitaire

Source : Ministère de l'Agriculture (septembre 2014)

il est pratiqué un abattage rituel. **MEUX ENCADRER L'ABATTAGE RITUEL** Concernant l'abattage rituel qui a représenté une large part des auditions, la commission propose une modification de la partie réglementaire du code rural afin de préciser que « l'étourdissement » est possible en cas d'abattage rituel, ce qui encouragerait une telle pratique. L'association L214 a justement lancé hier une pétition demandant au gouvernement « d'interdire l'abattage des animaux sans étourdissement préalable », et diffusé de nouvelles images réalisées pendant les fêtes rituelles de l'Aïd. La commission préconise égale-

ment de « prévoir, sous le contrôle de l'Etat, une formation pratique des "sacrificateurs" (les tueurs agréés par les cultes religieux) et subordonner l'agrément religieux à la détention établie de cette compétence technique ».

FORMATION PLUS COMPLÈTE La formation des opérateurs d'abattoirs est également largement traitée, les députés demandant que celle-ci soit complétée par « une réelle formation pratique », que le niveau des questions soit relevé et que le temps de formation soit déconnecté du moment de l'évaluation pour « permettre l'assimilation des connaissances ».

DES VIDÉOS CHOC D'ANIMAUX EN SOUFFRANCE

► L'association L214 a publié sept vidéos tournées en caméra cachée dans des abattoirs français montrant des animaux en grande souffrance.

► Ces vidéos ont conduit des abattoirs à fermer, au moins provisoirement, et à être condamnés pour « mauvais traitement envers un animal ».

LE CHIFFRE

3 millions d'animaux sont abattus chaque jour dans les abattoirs en France, selon l'association L214.

LA PHRASE

« Je salue la volonté des députés de garantir le bien-être animal comme la préservation de l'abattage rituel, signe de leur attachement intangible à la laïcité et au libre exercice du culte. »

Haim Korsia, le grand rabbin de France